



Le Quotidien

Statistique Canada

Le lundi 30 juillet 2001

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

COMMUNIQUÉS PRINCIPAUX

- **Finances des universités, 1999-2000**

2

Les universités ont déclaré des revenus records de 14,9 milliards de dollars en 1999-2000, en hausse de 15,7 % par rapport à 1998-1999 en dollars constants.

NOUVEAUX PRODUITS

5



COMMUNIQUÉS PRINCIPAUX

Finances des universités

1999-2000

Les universités ont déclaré des revenus records de 14,9 milliards de dollars en 1999-2000, en hausse de 15,7 % par rapport à 1998-1999 en dollars constants.

En 1999-2000, les revenus des universités se sont accrus pour une troisième année consécutive, grâce à l'injection par les trois paliers de gouvernement de près de 1,1 milliard de dollars, soit 15,1 % de plus que l'année universitaire 1998-1999.

Parallèlement, les étudiants ont versé 256 millions de dollars de plus en frais de scolarité et en frais connexes, tandis que les anciens et autres donateurs ont versé près de 156 millions de dollars de plus en legs, en dons et en subventions et contrats non gouvernementaux.

Les subventions et les contrats des trois paliers de gouvernement (fédéral, provinciaux et municipaux) ont grimpé de 15,1 % pour atteindre 8,2 milliards de dollars.

Malgré cette augmentation, les subventions et les contrats gouvernementaux ont tout de même représenté 55 % du total des revenus, proportion inchangée par rapport à 1998-1999. Les frais de scolarité ont représenté 19 %, comparativement à 20 % en 1998-1999.

Ces proportions sont restées relativement stables en raison d'un accroissement plus important des autres sources de revenu. Celles-ci comprenaient la vente de services et de produits, plus élevée de 25,6 %, et les revenus de placement, qui se sont accrus de 22,9 %.

Revenus: la plus forte augmentation en dollars est due à des fonds provinciaux

L'accroissement des fonds gouvernementaux versés aux universités fait suite à des réductions au cours des années 1980 et 1990.

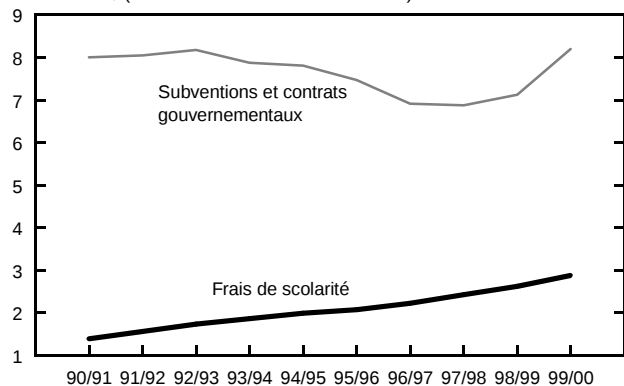
La plus forte hausse provenait des gouvernements provinciaux, qui ont versé près de 6,8 milliards de dollars en 1999-2000, en hausse de 13,5 % (800 millions de dollars) par rapport à 1998-1999. Ces fonds ont été alloués à des dépenses en immobilisations liées à l'entretien reporté des universités vieillissantes du Canada, ainsi qu'à l'élargissement de la capacité d'absorption du nombre accru d'étudiants et de professeurs à l'avenir.

Note aux lecteurs

Statistique Canada n'a pas calculé les revenus ou les dépenses par étudiant, car les données sur les inscriptions de 1999-2000 ne sont pas encore disponibles. Il n'est donc pas possible de déterminer quelle part, le cas échéant, de la hausse observée des revenus peut être attribuable à l'accroissement du nombre d'étudiants. Les données sur les revenus et dépenses par étudiant seront publiées dès que les données sur les inscriptions seront disponibles.

Revenus universitaires provenant des frais de scolarité et des contributions gouvernementales

Milliards de \$ (en dollars constants de 1999-2000)



Les fonds directs du gouvernement fédéral ont augmenté pour une deuxième année consécutive, atteignant un peu plus de 1,3 milliard de dollars en 1999-2000, en vue d'activités de recherches parrainées. Ce chiffre a été en hausse de 23,8 % d'une année à l'autre; l'augmentation avait été de 14,3 % en 1998-1999.

Les étudiants ont continué de verser des montants plus élevés en vue d'études. Les revenus provenant des frais de scolarité ont grimpé de 9,8 % pour atteindre un peu moins de 2,9 milliards de dollars en 1999-2000, comparativement à l'augmentation de 7,9 % enregistrée en 1998-1999.

Les frais de scolarité ont représenté près de 26 % du revenu des universités en Nouvelle-Écosse, la plus forte proportion parmi les provinces, suivie de 24 % en Ontario. Les universités de ces deux provinces se sont appuyées beaucoup moins que celles des autres provinces sur des revenus provenant de subventions et des contrats gouvernementaux. Et pourtant, les

revenus provenant des subventions et des contrats gouvernementaux ont crû de 9,4 % en Nouvelle-Écosse et de 24,0 % en Ontario.

Inversement, les universités du Québec ont reçu la plus forte proportion de revenus provenant de subventions et de contrats gouvernementaux (65 %). Au Québec, les frais de scolarité constituaient 12 % du revenu total des universités, soit le taux le plus faible parmi les provinces.

Les frais de scolarité liés à des cours donnant droit à des unités ont représenté 84 % de ces frais à l'échelon national. Toutefois, les revenus provenant de frais auxiliaires, par exemple ceux des activités sportives et des associations d'étudiants, ont également joué un rôle. Ces revenus ont progressé de 18,3 %, soit près du double de l'accroissement de 9,8 % des revenus en frais de scolarité observé en 1999-2000.

Dépenses: accroissement appréciable des bourses d'études et d'entretien

Les universités ont dépensé 14,2 milliards de dollars en 1999-2000, en progression de 11,7 % comparativement à 1998-1999.

Les dépenses consacrées aux salaires et aux avantages sociaux ont augmenté de 5,0 % pour atteindre 8,3 milliards de dollars. Toutefois, les salaires et les avantages sociaux ont constitué 58 % du total des dépenses, en baisse par rapport aux quelque 65 % enregistrés en 1994-1995.

Au cours des années 1990, les universités ont augmenté leurs dépenses en bourses d'études et d'entretien. En 1999-2000, la valeur des bourses d'études et d'entretien a été de près de 469 millions de dollars, en hausse de 23,9 % (90 millions de dollars) par rapport à l'année universitaire 1998-1999, et presque le double du montant observé en 1994-1995.

De plus, pour une deuxième année consécutive, les universités de la plupart des provinces (sauf le Québec,

l'Ontario, le Manitoba et la Colombie-Britannique) ont affecté plus d'argent à l'infrastructure. Les universités de toutes les provinces ont dépensé un total de 430 millions de dollars aux immeubles en 1999-2000. Ce chiffre a été en progression de 5,7 % d'une année à l'autre, suivant la hausse de 8,3 % observée en 1998-1999.

Malgré ces accroissements récents, les sommes consacrées aux immeubles restaient inférieures de 17,8 % au niveau affiché en 1994-1995.

Les dépenses d'exploitation se sont accrues de 7,4 % en 1999-2000, vu l'accroissement des activités liées à la vente de services et de produits. De même, d'autres dépenses (par exemple, le mobilier et l'équipement ainsi que la rénovation et les modifications) ont également augmenté appréciablement.

Les universités de Terre-Neuve, de l'Ontario et de l'Alberta ont affecté plus que la part moyenne nationale des dépenses (3,3 %) à des bourses d'études et d'entretien. Les universités de Terre-Neuve, de la Nouvelle-Écosse, du Nouveau-Brunswick, de la Saskatchewan et de l'Alberta ont affecté une part supérieure à la moyenne de leurs dépenses (3,0 %) aux immeubles.

Données stockées dans CANSIM: tableau 4780007.

Les données sont également disponibles à l'échelon provincial et institutionnel et selon le type de fonds. Les données sur les frais de scolarité de l'année universitaire 2001-2002 doivent être diffusées à la fin d'août.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec le Service à la clientèle au (613) 951-7608 ou composez sans frais le 1 800 307-3382 (educationstats@statcan.ca), Centre de la statistique de l'éducation. Télécopieur: (613) 951-9040.

□

Sources de revenu des universités 1999-2000

	Subventions et contrats gouvernementaux	Frais de scolarité ¹	Legs, dons et subventions et contrats non gouvernementaux	Vente de produits et de services	Revenus d'investissements ²	Divers ³	Total
	% du revenu total						milliers de \$
Canada	55,0	19,3	9,5	9,1	3,7	3,6	14 922 436
Terre-Neuve	62,2	20,0	3,7	4,5	1,9	7,6	251 316
Île-du-Prince-Édouard	55,1	22,3	3,3	17,0	1,6	0,7	56 101
Nouvelle-Écosse	43,4	25,5	7,8	16,5	4,7	2,1	642 267
Nouveau-Brunswick	52,6	22,5	5,6	12,9	4,6	1,7	327 166
Québec	65,3	11,9	10,4	6,5	3,3	2,6	3 335 835
Ontario	49,4	24,1	10,9	7,3	3,4	4,8	5 829 047
Manitoba	58,5	18,2	9,3	9,9	3,0	1,1	544 950
Saskatchewan	57,3	15,9	7,1	15,2	3,1	1,4	574 301
Alberta	55,1	17,5	9,0	12,5	5,2	0,7	1 512 050
Colombie-Britannique	55,2	17,3	6,5	11,5	4,2	5,2	1 849 403

¹ Les frais de scolarité incluent les frais pour les cours à unités et ceux sans unité, ainsi que les autres frais payés par les étudiants (comme la production de dossiers et les inscriptions).

² Les revenus d'investissements comprennent les revenus provenant de dividendes, d'obligations, d'hypothèques, de billets à court terme, d'intérêts bancaires, etc.

³ Les revenus divers comprennent les revenus de location d'installations, les amendes de bibliothèque, etc.

Revenus et dépenses des universités¹

	1994-1995	1998-1999	1999-2000	1994-1995 à 1999-2000	1998-1999 à 1999-2000
	milliers de \$			var.	en %
Revenus, total	12 431 645	12 903 033	14 922 436	20,0	15,7
Subventions et contrats gouvernementaux					
Fédéraux	1 129 246	1 072 940	1 328 781	17,7	23,8
Provinciaux	6 630 825	5 957 091	6 762 990	2,0	13,5
Municipaux et autres	49 904	91 767	108 612	117,6	18,4
Total	7 809 975	7 121 798	8 200 383	5,0	15,1
Frais de scolarité ²	1 989 198	2 619 058	2 874 942	44,5	9,8
Legs, dons et subventions et contrats non gouvernementaux	998 047	1 256 502	1 412 203	41,5	12,4
Vente de produits et de services	1 064 969	1 079 663	1 355 861	27,3	25,6
Revenus d'investissements ³	326 607	446 589	548 890	68,1	22,9
Divers ⁴	242 849	379 422	530 157	118,3	39,7
Dépenses, total	12 456 296	12 675 450	14 157 680	13,7	11,7
Salaires et avantages sociaux	8 083 760	7 873 474	8 269 171	2,3	5,0
Bourses d'études et bourses d'entretien	244 488	378 471	468 811	91,8	23,9
Bâtiments ⁵	523 038	407 039	430 184	-17,8	5,7
Exploitation ⁶	1 721 852	2 032 530	2 182 432	26,7	7,4
Autres ⁷	1 883 159	1 983 936	2 807 082	49,1	41,5

¹ En dollars constants de 1999-2000.

² Les frais de scolarité incluent les frais pour les cours à unités et ceux sans unité, ainsi que les autres frais payés par les étudiants (comme la production de dossiers et les inscriptions).

³ Les revenus d'investissements comprennent les revenus provenant de dividendes, d'obligations, d'hypothèques, de billets à court terme, d'intérêts bancaires, etc.

⁴ Incluent les commissions, les droits d'auteur, les frais pour services rendus, les amendes de bibliothèque et autres pénalités semblables ainsi que les revenus de location.

⁵ Incluent les bâtiments, les terrains et les aménagements des terrains.

⁶ Incluent les frais de déplacements, les acquisitions de bibliothèque, l'impression et la reprographie, le matériel et les fournitures, les communications, la location de locaux, les assurances, l'impôt foncier, les cotisations institutionnelles versées par l'établissement, les repas, la publicité et la promotion ainsi que les créances douteuses.

⁷ Incluent l'achat de mobilier et d'équipement, la location et l'entretien d'équipement, les services contractuels, les améliorations et les transformations, les services contractuels, les honoraires professionnels, les coûts des marchandises vendues, le remboursement de la dette (intérêts et partie principale), les ventes internes et les recouvrements internes des coûts ainsi que les paiements forfaitaires.

NOUVEAUX PRODUITS

Il n'y a pas de nouveau produit aujourd'hui.

Pour commander les produits

Pour commander les produits par téléphone:

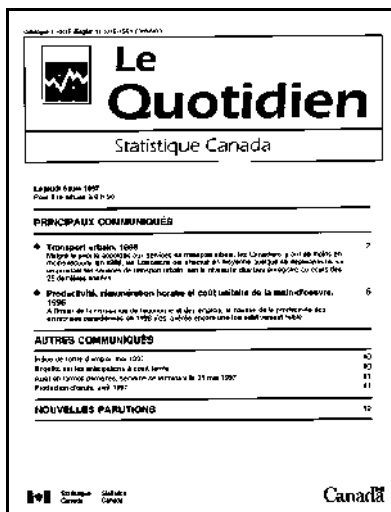
Ayez en main: • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de VISA ou de MasterCard.

Au Canada et aux États-Unis, composez: **1 800 267-6677**
Pour les autres pays, composez: **1 613 951-7277**
Pour envoyer votre commande par télécopieur: **1 877 287-4369**
Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte: **1 800 700-1033**

Pour commander par la poste, écrivez à: Gestion de la circulation, Division de la diffusion, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6.
Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 7 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet: écrivez à order@statcan.ca ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca) sous les rubriques *Produits et services* et *Publications payantes* (\$).

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.



Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001F.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse <http://www.statcan.ca>. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à listproc@statcan.ca. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez: subscribe quotidien prénom et nom.

Rédactrice: Julie Bélanger (613) 951-1187, julie.belanger@statcan.ca
Chef de la Diffusion officielle: Madeleine Simard (613) 951-1088, madeleine.simard@statcan.ca

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2001. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source: Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire: Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001F au catalogue, date et numéros de page.